



Réforme des rythmes de travail des ALG :

ORGANISONS LA RIPOSTE !

Le 13 janvier 2015, François GUICHARD, Directeur de la DDCT, nous conviait à une réunion pour faire connaissance avec les nouveaux élus des organisations syndicales.

A cette occasion, nous avons pu constater combien la Ville s'entête dans son projet de réforme des cycles de travail des ALG. En effet, malgré la mobilisation des agents qui ne faiblit pas contre ce projet, entraînant à chaque fois son report, l'administration parisienne continue de faire la sourde oreille.

Si l'on en croit les beaux discours tous les agents qui sont dans l'expérimentation, approuvent les changements. Pourtant, des agents des mairies concernées étaient en grève le 25 novembre dernier

Ils ont voulu marqués par là même leur désapprobation et leur désir de revenir au rythme de travail comme dans les autres mairies qui ne subissent pas encore la réforme.

Une réforme pour le bien des agents ?

L'administration persiste à vouloir nous faire croire que cette réforme n'est pas le résultat d'une politique de restriction budgétaire que la Ville mène depuis plusieurs années et dont elle en accélère la cadence, au diapason du gouvernement.

Mais nous le savons bien, chaque centime d'économie que la Ville peut faire sur le dos des agents, elle va tenter de les faire.

Et bien sûr, ce sont toujours les bas salaires qui trinquent.

La Ville semble oublier que si les ALG en mairies font autant d'heures supplémentaires, ce n'est pas de leur fait mais bien à la demande des mairies. Donc, pour que les maires d'arrondissement puissent continuer à organiser autant d'événements, mais à moindre coût, on demande aux ALG de s'asseoir sur une partie de leur pouvoir d'achat .

Et ce n'est pas la maigre prime de 63€ brut par mois qui va compenser les heures non rémunérées entre 17h et 19h30.

M. GUICHARD, en bon VRP discipliné de l'administration, tente de faire passer la réforme en en vantant les soi-disant bienfaits pour les agents : Permettre d'avoir des temps de récupération lorsqu'ils font des heures supplémentaires. Mais c'est faux ! En réalité, la ville ne respecte pas la loi depuis trop longtemps. Elle devrait déjà s'attacher à permettre aux agents faisant des heures supplémentaires de ne pas travailler plus de 10h sur une amplitude d'une journée de 12h. Elle devrait aussi veiller à ce que les agents puissent avoir un minimum de 11h de repos entre 2 jours travaillés et de 35h le week-end. La loi précise, en effet, qu'un agent qui commence à 8h30 ne doit pas finir plus tard que 20h30 (heures supplémentaires comprises) et doit donc avoir 2h de pause pas forcément consécutives au cours de cette journée. Dans le cas où un agent est prévu sur une manifestation en soirée jusqu'à 22h30, il ne devra pas commencer sa journée avant 10h30 et devra récupérer le lendemain en ne commençant qu'à 9h30.

Je me syndique à la CGT !

Nom: Prénom:

Adresse:

..... Ville: Code Postal:

Tél: E-mail:

A renvoyer à :

Syndicat CGT des Personnels Administratifs et de Service - Bureau 403 - Bourse du Travail
3 rue du Château d'Eau - 75010 PARIS
Mobile : 06.33.54.82.94 Courriel : contact@cgt-administratifs-service.fr

Administratifs
et Service
Paris



Sous prétexte de respecter la loi sur le temps de travail, ce qui compte surtout pour l'administration c'est de vendre leur réforme qui va encore demander aux agents de s'adapter aux besoins des mairies.

Une réforme qui n'a rien à voir avec des économies ?

M. GUICHARD répète encore et toujours que la réforme ne fait pas perdre d'argent aux ALG. Pourtant le calcul est simple, si l'on travaille de 17h à 19h30 deux fois dans un mois cela équivaut au montant de la prime accordée. Donc si l'on fait plus de deux fois par mois des événements au-delà de 17h on est déjà perdant. Soit le calcul des salaires n'est pas le point fort de la direction de la DDCT, soit ils mentent effrontément.

Et si la réforme ne vise pas à faire des économies comme M. GUICHARD le prétend, pourquoi ne pas directement verser aux ALG les montants qui étaient utilisés pour les heures supplémentaires en tant que prime pour tout le travail indispensable effectué ?

Pour illustrer la manière de faire de l'administration il faut savoir qu'elle prévoit de faire passer les heures supplémentaires sous forme d'enveloppes octroyées au DGS. Autant dire que si les enveloppes pour les heures supplémentaires ressemblent à celle pour les primes, nous avons du souci à nous faire !!!

Un budget sera donc alloué pour permettre de payer les ALG en heures supplémentaires et comme très vite ce budget va s'amenuiser, on demandera encore aux agents de décaler leurs horaires pour éviter de les payer jusqu'au 20h peut-être (qu'est-ce que c'est qu'une demi-heure de plus, les agents peuvent bien faire ça !!!). Et après, ce sera quoi ?! L'ouverture des mairies le samedi toute la journée qui deviendra donc une journée normale, et ne sera plus payée en heures supplémentaires...

Les forceps appelés «dialogue»...

Et comment la DDCT, compte-t-elle faire passer son projet de changement de rythme de travail des ALG ?! En force, comme d'habitude ! Sans l'accord, ni d'une majorité des organisations syndicales, ni d'une grande majorité des agents, au mépris de tout dialogue social dont elle se vante pourtant d'être une fervente partisane !! Mr GUICHARD a annoncé que la direction de la DDCT ferait le tour des mairies pour aller expliquer la réforme : le problème c'est que les agents n'ont pas compris qu'il s'agissait d'une réforme pour leur bien, sous-entendu ils sont bien trop idiots pour comprendre. Voilà comment ils nous considèrent derrière leurs grands discours.

Au prochain Comité Technique, que l'administration prévoit de convoquer au mois de mars 2015, elle tentera d'imposer, une fois de encore, son projet afin qu'il soit ensuite voté au conseil de Paris et mis en application mairie après mairie... Cela pour éviter que tous les agents se mobilisent ensemble.

La manœuvre a déjà commencé puisque certains DGS requièrent l'avis de leur huissier pour savoir quel modèle choisir parmi ceux des 3 mairies pilotes. Cela est dans la logique annoncée par Mr GUICHARD : toutes les mairies devront choisir l'un des modèles de la réforme quoi qu'en pensent les huissiers et les Directeurs Généraux des Services.

C'est pour ça qu'il faudra être, encore plus nombreux à se mobiliser contre ce projet, lors du prochain CT.

Une réforme qui rime aussi avec dégradation des conditions de travail :

Cela entraînera aussi une dégradation des conditions de travail des ALG (car ce n'est pas la même chose de préparer une salle à 2 au lieu de 4) et de leurs vies personnelles (finir tous les soirs à 19h30 au lieu de 17h, 2 semaines par mois, quand on habite loin, qu'on a des enfants à aller chercher, ce n'est pas comme se libérer quelques soirs choisis selon ses possibilités, pour travailler en heures supplémentaires.

Agir contre cette réforme : c'est maintenant et c'est possible !

C'est pourquoi nous proposons dès maintenant à l'ensemble des syndicats et des agents de préparer une journée de grève pour le jour du Comité Technique (qui évidemment ne sera dévoilé par la DDCT qu'au dernier moment, c'est le «dialogue social» à la sauce Ville de Paris). Il faut que l'ensemble des ALG discutent dans les équipes pour préparer une journée sans ALG dans les mairies et un rassemblement de tous les agents, car c'est la seule chose que la Direction de la DDCT comprenne : C'est par le nombre de grévistes que nous pourrons imposer un rapport de force en faveur des ALG.

Nous avons déjà fait reculer plusieurs fois le projet, il est temps de TOUS s'y mettre pour l'enterrer.